

ILS TIENNENT UN CONSEIL NATIONAL DÉCISIF

Les praticiens de la santé publique menacent

Les praticiens de la santé publique n'excluent pas de renouer avec la contestation. Réunis autour du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), ils tiennent un conseil national décisif. Aucune de leurs revendications n'a été satisfaite. Le secteur de la santé risque de renouer rapidement avec la contestation.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est un bilan des plus mitigés que présentera aujourd'hui le président du SNPSP à ses adhérents. Le D^r Merabet fera, en effet, le point sur l'état d'avancement des négociations autour de revendications récurrentes. Force est de constater que les promesses de la tutelle en la matière n'ont pas été honorées.

Pire encore, le président du SNPSP estime qu'au regard des réponses données par la tutelle, le syndicat est en droit de se demander vers qui il doit se tourner pour faire aboutir sa plateforme de revendications.

La tutelle, explique le numéro un du SNPSP, se contente désormais d'une réponse standard qui consis-

te à dire que le dossier avait été traité à son niveau et envoyé vers la Direction générale de la Fonction publique, qui, à son tour, affirme attendre des instructions.

Le blocage concerne la question centrale de l'amendement du statut particulier qui, depuis sa promulgation, fait l'objet de critiques et a été à l'origine du débrayage de mai dernier. A l'époque, le ministère de la Santé s'était engagé à y répondre favorablement en fixant comme date-butoir la rentrée sociale. Le délai a été largement dépassé. Résultats de cette situation, des centaines de praticiens se retrouvent contraints de ne pas progresser dans leur carrière.

En effet, le ministère de la Santé n'a, d'un côté, pas mis en place les modalités du concours pour le passage d'un grade à un autre, et pas permis, non plus, l'application de mesures transitoires qui permettent cette progression conformément aux articles 19 et 25 du statut en cours d'application. Une situation que dénonce le D^r Merabet, ajoutant que le régime indemnitaire continue de soulever l'ire des praticiens. Le ministère de la Santé s'était engagé sur l'application de taux pour la prime de garde et de contagion mais jusqu'à aujourd'hui,



Le SNPSP dénonce la dégradation des conditions de travail.

Photo : NewPress

le dossier n'est pas ouvert et la réponse de la tutelle est identique à celle donnée au sujet du statut.

Le SNPSP dénonce également les mauvaises conditions dans lesquelles sont contraints d'exercer les praticiens du secteur public.

La pénurie récurrente de médicaments, de vaccins, de soluté et de réactifs a déjà exposé des médecins exerçant au niveau des pavillons des urgences à des

agressions. Une situation inadmissible pour le D^r Merabet qui dénonce cette dégradation des conditions de travail. C'est cet état des lieux qu'il présentera aux membres du conseil national qui auront à discuter de la réponse adéquate à opposer à une tutelle qui persiste à ne pas prendre en charge leurs revendications. Leur décision est attendue à la fin du week-end.

N. I.

LE STATUT DES TRAVAILLEURS DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE REFAIT SURFACE

Ça chauffe entre Barkat et Ould Abbès

La Fédération des fonctionnaires et travailleurs de la solidarité nationale est née. Elle est affiliée au Syndicat national des personnels de l'administration publique (Snapap). Son secrétaire général, Farid Bouguerra, a tenu, hier, une conférence de presse au siège du bureau national du Snapap, sis au bâtiment 40, cité Smail-Yefsah, Bab Ezzouar (Alger). Farid Bouguerra a tenu, surtout, à dénigrer l'actuel ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière qui était à la tête de la Solidarité nationale lors de la promulgation en novembre 2009 du nouveau statut particulier des travailleurs du secteur (14 000 environ). Un statut, estime-t-il, plutôt «rétrograde, élaboré à l'insu du partenaire social et qui constitue un retour grave sur les acquis des travailleurs, consignés dans le statut de 1993». Pourquoi a-t-on attendu trois années pour rejeter ce statut ? M. Bouguerra, tout en vantant les vertus de Saïd Barkat, «plus ouvert au dialogue que son prédécesseur», a accusé Djamel Ould Abbès de «saper toutes les tentatives visant à créer un syndicat autonome représentant les travailleurs du secteur à l'époque», et que maintenant, un «syndicat est agréé pour défendre leurs intérêts». «Le ministère avait élaboré le texte de manière unilatérale et nous l'a imposé», ajoute-t-il. En quoi le texte est rétrograde ? M. Bouguerra a souligné que «le statut de 2009 ne définit pas clairement les tâches de chacune des catégories des travailleurs, ne permet pas aux anciens d'évoluer dans leurs carrières parce qu'il ne leur ouvre pas des perspectives de formation continue et favorise des intrus au secteur qui n'ont aucune connaissance ni expérience dans le domaine.» Et d'explicit sa pensée : «On recrute désormais des diplômés inexpérimentés à qui le statut permet d'évoluer au détriment des enfants du secteur, de ceux l'ayant construit.» Quelles actions prévoit la Fédération nationale des fonctionnaires et travailleurs du secteur de la solidarité nationale ? «Le ministère nous a promis de réviser le texte dans le cadre de la concertation et nous a demandé de présenter des propositions dans ce sens. Nous allons, ainsi, soumettre nos propositions en plus d'une plate-forme de revendications, au plus tard, la semaine prochaine. Il s'agit aussi de notre régime indemnitaire et de l'intégration des contractuels», révèle-t-il.

Pourquoi tenir une conférence de presse avant de mûrir ces revendications, s'interroge-t-on ? «Nous avons tenu cette conférence de presse pour deux raisons. D'abord, pour rassurer nos adhérents qu'ils ont maintenant une organisation pour les défendre, que le bureau du syndicat est sensible à leurs doléances. Et, ensuite, pour dire au ministère que nous prenons ses promesses au sérieux», a conclu le conférencier.

Lyas Hallas

ÉDUCATION

Les conseillers de l'orientation scolaire protestent

Les conseillers de l'orientation et de guidance scolaire et professionnelle (COGS) ont, sous l'égide des syndicats du SNTE et de l'Unpef, observé, hier, un sit-in devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale, à Alger. Ils demandent l'ouverture des négociations autour de la question de la révision du statut particulier.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le secteur de l'éducation nationale est toujours en proie à l'agitation. Après les enseignants contractuels et les corps communs, toujours en grève, c'est au tour des conseillers de l'orientation et de guidance scolaire et professionnelle de renouer avec la protestation.

Ces derniers ont organisé, hier, pour la énième fois, un rassemblement devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale, au Ruisseau, à Alger. Ils demandent l'ouverture du dialogue avec la tutelle et des négociations sur la révision de leur statut particulier.

Lequel statut est qualifié de «décevant». Ce corps estime que le statut promulgué en 2008, qui

lors de son élaboration, les propositions de la corporation n'ont pas été prises en compte, est plein de lacunes, en particulier dans les volets relatifs à la catégorisation, la promotion et la non-prise en compte des dispositions transitoires d'intégration. Les protestataires dénoncent aussi la suppression du grade d'inspecteur d'orientation scolaire et professionnelle et la classification dans deux seules catégories professionnelles, 12 et 13, pour tous les fonctionnaires de l'orientation. Les conseillers de l'orientation n'ont, cependant, pas été reçus par le directeur des ressources humaines du ministère. Ce dernier étant en déplacement, les protestataires ont été priés de déposer leur

plate-forme de revendications et de quitter les lieux.

Les doléances des conseillers de l'orientation s'articulent autour de la révision de la catégorie de classification afin qu'elle soit conforme à la spécificité de la fonction et de sa qualification scientifique, l'intégration du conseiller de l'orientation scolaire et professionnelle (COSP) dans celui de conseiller de l'orientation et de guidance scolaire et professionnelle (COGS), nouvellement créé, et la promulgation du statut du centre d'orientation et de guidance scolaire et professionnelle.

Ce corps demande également le droit au logement, aux primes de déplacements, de panier, de zones et de travaux scientifiques. Les conseillers de l'orientation interpellent le président de la République pour intervenir afin de régler leur situation.

S. A.

SIX ANS APRÈS SA CRÉATION

Le Fonds de la zakat bat de l'aile

Plus que ses résultats que d'aucuns jugent dérisoires, c'est le bien-fondé même du Fonds national de la zakat, lancé depuis près de six ans, qui est encore sujet à polémique.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Les débats qui ont caractérisé, hier, la journée qui se voulait scientifique tenue à Dar El Imam, à Mohammadia, à l'initiative de la Direction d'Alger des affaires religieuses et consacrée à l'investissement et au Fonds de la zakat, montrent à quel point le principe même du projet est encore flou et pas suffisamment cerné aux yeux de certains imams et prédicateurs présents au conclave.

Pour d'autres, ils la remettent carrément en cause, se référant à un courant de l'islam qui interdit tout investissement du fonds qui doit, selon eux, revenir directement aux démunis et autres nécessiteux. Ce à quoi le tout nouveau directeur d'Alger des affaires

religieuses a, à chaque fois, et sèchement répliqué, affirmant que l'ordre du jour de la rencontre était de discuter du comment aller de l'avant et concrétiser efficacement le projet sur lequel il n'est pas question de faire marche arrière. Car, pour lui comme pour beaucoup d'intervenants, le projet est loin, très loin même des résultats escomptés au vu des montants de la zakat amassée annuellement. Des sommes insignifiantes qui doivent susciter bien des interrogations. Pour plus d'un participant, cet état de fait est le résultat, essentiellement, d'un manque criant de confiance du simple citoyen, qui préfère encore emprunter le chemin traditionnel en la matière en remettant sa zakat et celle des membres de sa famille aux proches démunis et dans le besoin.

Aussi, l'implication des gros industriels et autres hommes d'affaires dans ce fonds a été expressément soulevée. Pour ces derniers, néanmoins, il est demandé des autorités une

exonération d'impôts, comme il est sollicité la suppression de la TVA pour les bénéficiaires des crédits du fonds au nombre de 748 depuis le lancement du fonds. Ce pourquoi il a été exprimé le souhait d'une décision au plus haut sommet de l'Etat. Dans le même ordre d'idées, la proposition d'associer à cette obligation les entreprises nationales, les plus en vue d'entre elles, notamment Sonatrach et Sonelgaz citées nommément, a suscité des avis des plus contradictoires.

Pour les uns, se basant sur Errikaz, la zakat est alors obligatoire pour tout exploitant de richesses souterraines au moment où d'autres estiment, à juste titre d'ailleurs, que les bénéfices de ces entreprises nationales reviennent à l'ensemble de la collectivité nationale, indépendamment de leurs contributions fiscales et parafiscales et qu'il serait illogique de les astreindre à davantage de contribution. Ceci dit, et comme partagé par l'ensemble des présents à cette journée, le

concept du fonds n'est pas suffisamment vulgarisé et sa socialisation est loin d'être optimale. D'où la proposition d'associer les divers secteurs de l'activité nationale comme les réseaux bancaire et postal, les écoles, les administrations diverses, à l'effet d'abriter les opérations de collecte de la zakat, car, dira encore le directeur d'Alger des affaires religieuses, le projet n'appartient pas au ministère pas plus qu'il n'est l'apanage des imams et des prédicateurs qu'il exhortera, au passage, à plus d'implication dans la vulgarisation continue et ne pas se limiter à la seule période de collecte de la zakat.

Et attendant cette «institutionnalisation du fonds» et une implication plus soutenue des pouvoirs publics, il est question de la mise sur pied d'une fondation pour le Fonds de la zakat, lequel projet est en phase de maturation au niveau de la tutelle des affaires religieuses.

M. K.